



75, rue Dérobert - 73400 UGINE
+33 (0)4 79 89 75 75 - ingenierie@abest.fr
www.abest.fr

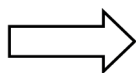


Mairie d'Évian-les-Bains
2 Rue de la Source de Clermont,
74500 Évian-les-Bains

WATERJUMP EVIAN

Commune : Évian-les-Bains

DOSSIER CAS PAR CAS



- 1- Formulaire
- 2- Projet
- 3- Photos environnement proche et lointain
- 4- Note complémentaire

23-060 / Graphique 09-AP/ Tremplin.dwg

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	19-01-2024	JG	MG/BR	Première diffusion



75, rue Dérobert - 73400 UGINE
+33 (0)4 79 89 75 75 - ingenierie@abest.fr
www.abest.fr



2, rue de la Source de Clermont
CS80098 - 74502 EVIAN

WATERJUMP EVIAN

Commune : Evian-les-Bains

DOSSIER CAS PAR CAS

2- Projet

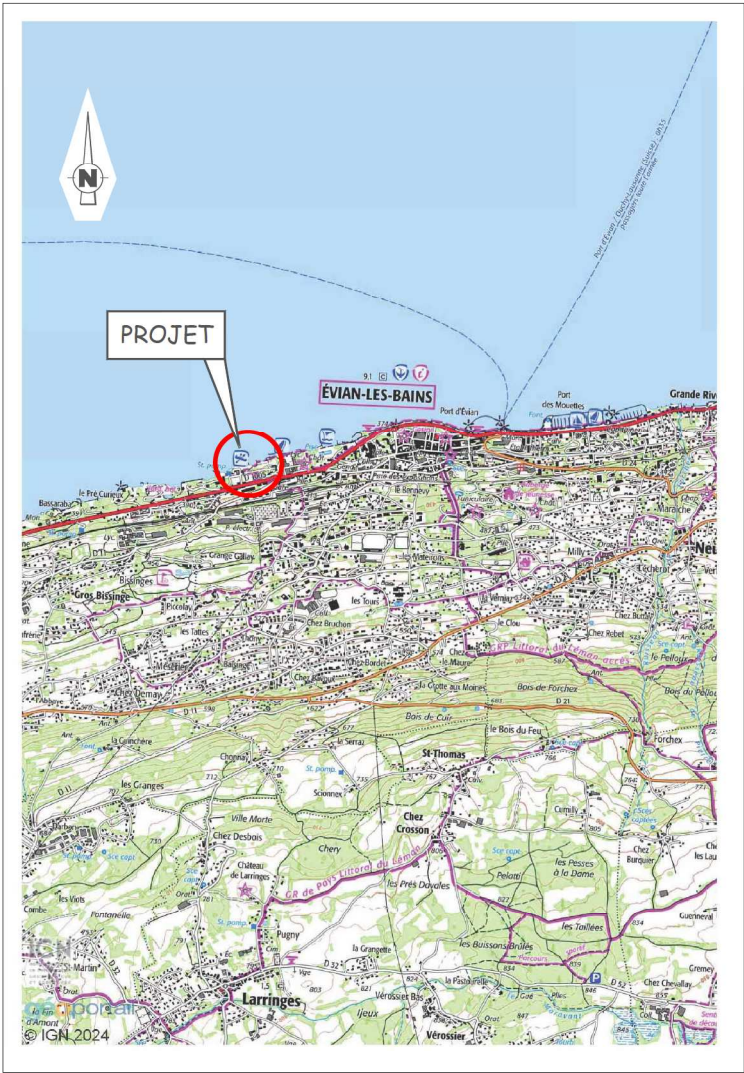


- 2.1- Plan de situation
- 2.2- Plan général des travaux
- 2.3- Plan des abords

Refé fichier : S:\AFFAIRES\2023\23-060 Water Jump EVIAN\Graphique\02-AP\Tremplin.dwg

ECHELLE : 1/25000

INDICE	DATE	ETAB	VERIF	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS
0	12-01-2024	VS	BR	Première diffusion





75, rue Dérébert - 73400 UGINE
+33 (0)4 79 89 75 75 - ingenierie@abest.fr
www.abest.fr



2, rue de la Source de Clermont
CS80098 - 74502 EVIAN

WATERJUMP EVIAN

Commune : Evian-les-Bains

DOSSIER CAS PAR CAS

2- Projet



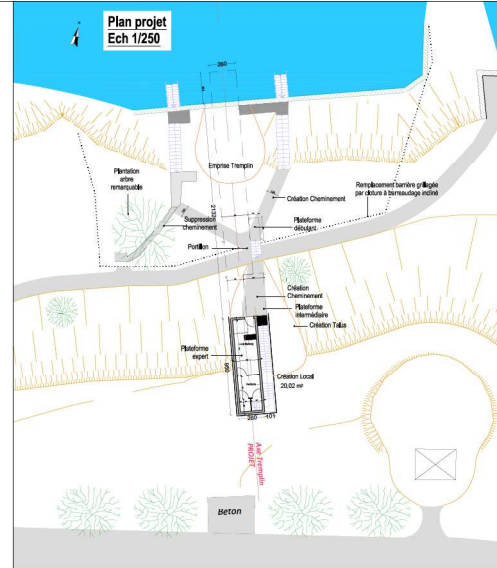
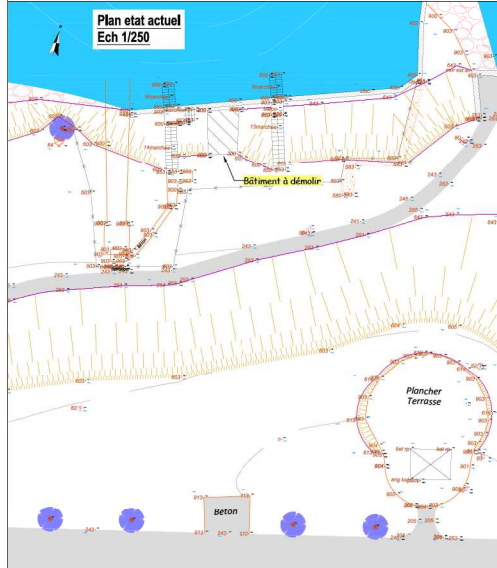
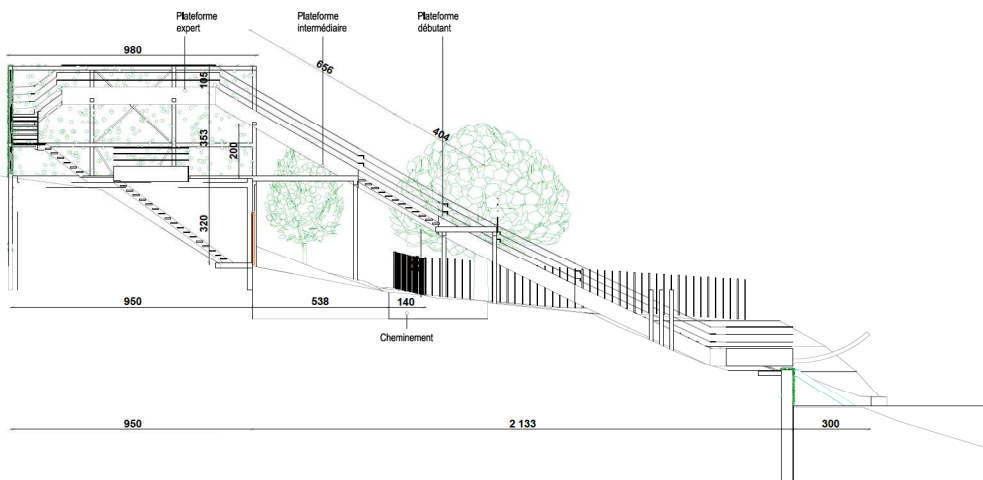
- 2.1- Plan de situation
- 2.2- Plan général des travaux
- 2.3- Plan des abords

Réf fichier : S:\APPAREIL\2023\23-060 Water Jump EVIAN\Graphique\09-ENV\2-Travaux.dwg

ECHELLE : sur plan

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS
0	12-01-2024	VS	BR	Première diffusion

Coupe type
Ech 1/100





75, rue Diérolbert - 73400 UGINE
+33 (0)4 79 89 75 75 - ingenierie@abest.fr
www.abest.fr



2, rue de la Source de Clermont
CS80098 - 74502 EVIAN

WATERJUMP EVIAN

Commune : Evian-les-Bains

DOSSIER CAS PAR CAS

2- Projet



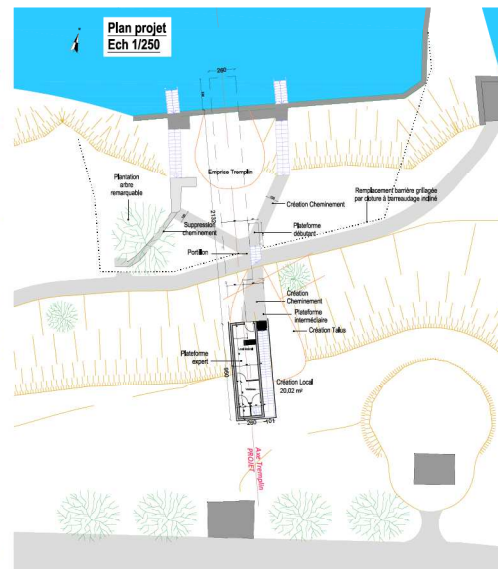
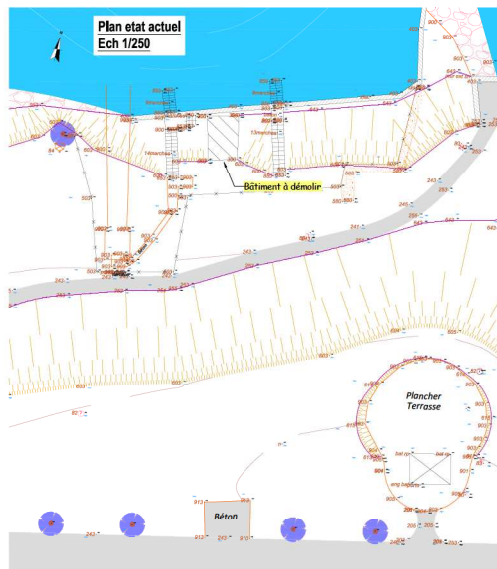
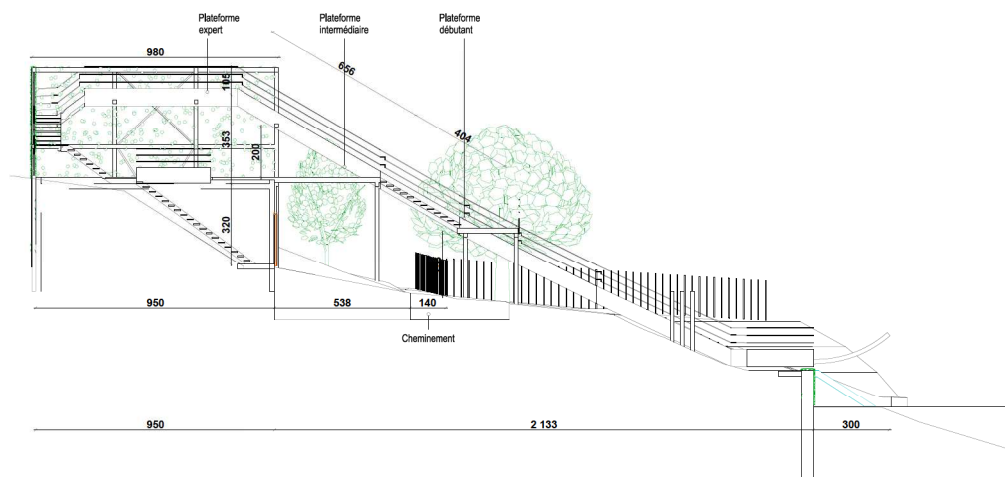
- 2.1- Plan de situation
- 2.2- Plan général des travaux
- 2.3- Plan des abords

Réf. fichier : S:\APPAREIL\2023\23-060 Water Jump DYAM\Graphique\09-ENV\2-Traux.dwg

ECHELLE : sur plan

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS
0	12-01-2024	VS	BR	Première diffusion

Coupe type
Ech 1/100





WATERJUMP EVIAN

Commune : Evian-les-Bains

DOSSIER CAS PAR CAS

2- Projet

2.1- Plan de situation

2.2- Plan général des travaux

2.3- Plan des abords

Plan de situation - 14/04/2023 14:00:00 - 14/04/2023 14:00:00 - 14/04/2023 14:00:00

ECHELLE : 1/500

INDEX	DATE	ETAB	REDA	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS
1	14-01-2024	VS	BR	Première diffusion





75, rue Dérobert - 73400 UGINE
+33 (0)4 79 89 75 75 - ingenierie@abest.fr
www.abest.fr

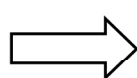


Mairie d'Évian-les-Bains
2 Rue de la Source de Clermont,
74500 Évian-les-Bains

WATERJUMP EVIAN

Commune : Évian-les-Bains

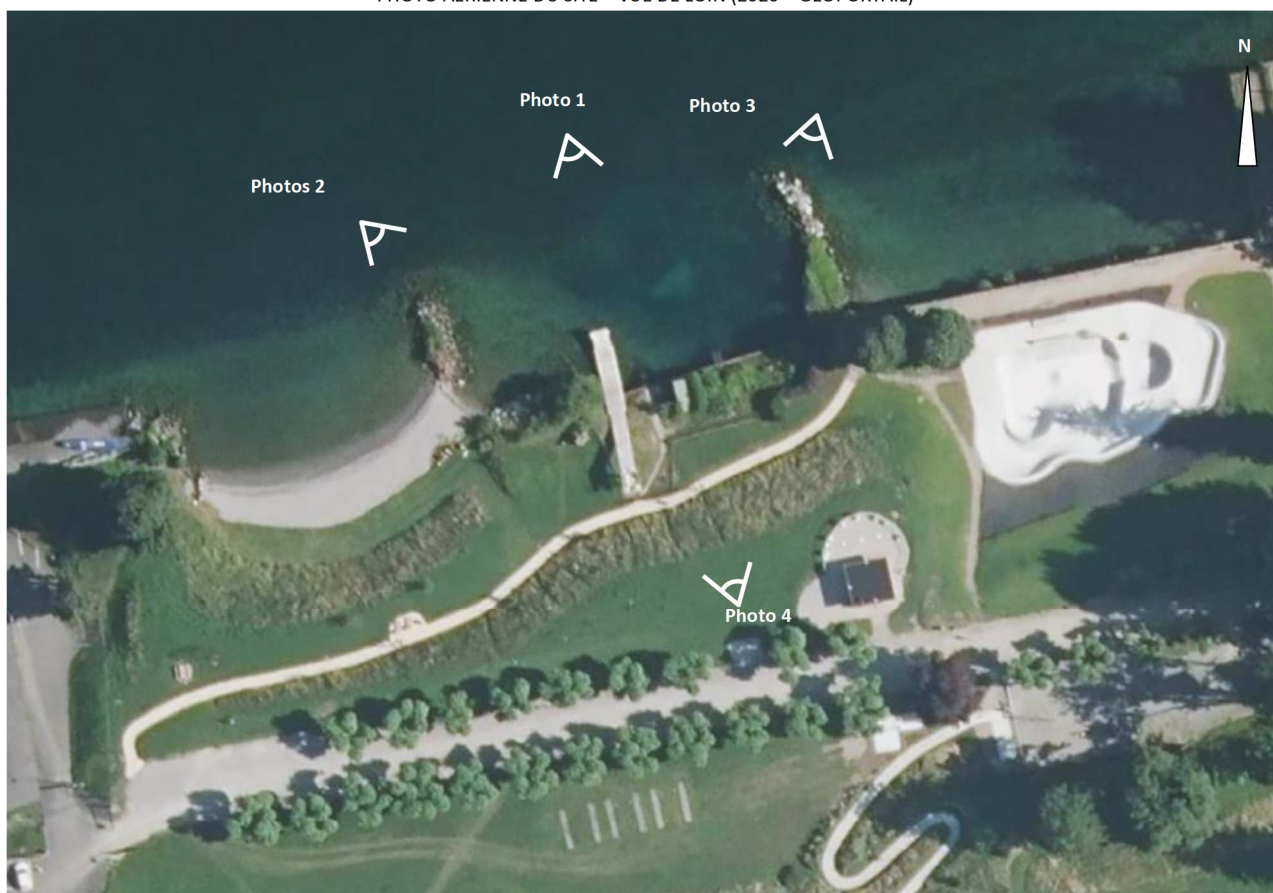
DOSSIER CAS PAR CAS

- 
- 1- Formulaire
 - 2- Projet
 - 3- Photos environnement proche et lointain
 - 4- Note complémentaire

23-060 / 09-ENV/K par K / ind 0 /23-060 Photos ind 0.doc

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	19-01-2024	JG	MG/BR	Première diffusion

PHOTO AERIEENNE DU SITE – VUE DE LOIN (2020 – GEOPORTAIL)





TREPLIN ACTUEL ET EMPRISE DU PROJET - PHOTO DU 19 OCTOBRE 2023









75, rue Dérobert - 73400 UGINE
+33 (0)4 79 89 75 75 - ingenierie@abest.fr
www.abest.fr



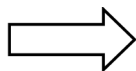
Mairie d'Évian-les-Bains
2 Rue de la Source de Clermont,
74500 Évian-les-Bains

WATERJUMP EVIAN

Commune : Évian-les-Bains

DOSSIER CAS PAR CAS

- 1- Formulaire
- 2- Projet
- 3- Photos environnement proche et lointain
- 4- Note complémentaire



23-060 / 09-ENV/K par K / ind 0 /23-060 Note ind 0.doc

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	19-01-2024	JG	MG/BR	Première diffusion

NOTE COMPLEMENTAIRE

CAS PAR CAS

1.	Contexte.....	3
2.	Cadre géographique.....	3
3.	Présentation du projet	5
3.1	Caractéristiques de l'ouvrage	8
3.2	Les travaux.....	10
3.3	Mode de fonctionnement du site.....	11
3.4	Calendrier des travaux.....	11
4.	Contexte réglementaire	12
5.	État initial du milieu récepteur.....	13
5.1	Hydrologie – hydrogéologie	13
5.1.1	Cours d'eau	13
5.1.2	Lac.....	13
5.1.3	Captage AEP	13
5.1.4	Zones humides.....	14
5.2	Risques naturels	14
5.3	Habitats naturels	16
5.4	Faune, flore et végétation	17
5.5	Localisation du projet vis-à-vis de Natura 2000.....	17
5.6	Agriculture	19
5.7	Sylviculture	19
5.8	Monuments historiques.....	19
5.9	Compatibilité avec les documents d'urbanisme.....	21
6.	Impacts potentiels du projet.....	22
6.1	Sur les cours d'eau	22
6.2	Sur les lacs.....	22

6.3	Sur les captages d'eau potable.....	22
6.4	Sur les zones humides.....	23
6.5	Sur les risques naturels	23
6.6	Sur les habitats naturels	23
6.7	Sur la faune et la flore	23
6.8	Sur les zones Natura 2000	24
6.9	Sur l'agriculture et le pastoralisme.....	24
6.10	Sur la sylviculture	24
6.11	Sur le paysage	24
6.12	Sur les monuments historiques.....	24
7.	Mesures ERC	25
7.1	Mesures d'évitement.....	25
7.2	Mesures de réduction.....	25

1. Contexte

La ville d'Évian-les-Bains, dans le cadre du développement des pratiques sportives en milieu urbain, souhaite aménager un nouveau tremplin de saut à ski dans le lac Léman. Cette structure sera mise à disposition des clubs de ski.

Dans les années 1980, trois tremplins existaient sur les rives du lac dans le parc Dollfus à Évian-les-Bains. Deux ont été démontés, seul le plus petit est encore utilisé. Cependant cet ouvrage vétuste n'est plus aux normes.

Le projet de réalisation d'un nouveau tremplin de saut à ski s'inscrit dans le projet global de rénovation du parc débuté en 2017. Afin de favoriser l'insertion paysagère de l'ouvrage, sa conception fait l'objet d'échanges avec l'Architecte des Bâtiments de France, les services de la DDT et leur architecte paysager conseil. À ce jour deux propositions d'habillage (bois ou métallique) sont encore à l'étude.

Ces deux propositions sont présentées dans le présent dossier.

2. Cadre géographique

La commune d'Évian-les-Bains, communément appelée Évian, est située dans le département de la Haute-Savoie (74) au nord des Alpes françaises, sur la rive sud du lac Léman.

Évian est renommée en tant que ville thermale touristique. La ville offre un cadre géographique exceptionnel, bénéficiant de la proximité du lac Léman, le plus grand lac d'Europe occidentale. Les montagnes environnantes ajoutent à son charme, offrant des paysages atypiques et des possibilités d'activités de plein air toute l'année. La situation d'Évian-les-Bains en fait un lieu privilégié pour les visiteurs en quête de grands espaces naturels et de tranquillité.

La commune d'Évian est également célèbre pour son eau minérale.

La ville bénéficie d'une architecture remarquable, témoignant de son histoire riche. Les édifices anciens, les rues pittoresques et le parc Dollfus (où se trouve le projet) créent une ambiance idéale pour des promenades contemplatives.

Un plan de la commune avec la localisation du projet est présenté ci-dessous.



Figure 1 : Plan de localisation du projet (Source : Géoportail)

3. Présentation du projet

Dans le parc de Dollfus, l'actuel tremplin ainsi que son local technique, visible sur la photo ci-dessous, seront démantelés et remplacés par un nouveau tremplin.



Figure 2 : Photo du tremplin en place et son local technique – 20 octobre 2023

Le nouveau tremplin n'aura pas de fondation dans le lac mais uniquement sur la terre. Le profil des berges demeurera inchangé.

Les deux propositions de conception du projet (habillage bois et habillage métallique) sont présentées ci-dessous.



Figure 3 : Modélisation du projet avec un habillage bois – proposition 1 (Source : Atelier d'architecture Imagine)



Figure 4: Modélisation du projet avec un habillage métallique – proposition 2 – (Source : Atelier d'architecture Imagine)

3.1 Caractéristiques de l'ouvrage

L'ouvrage sera composé d'un local et d'une rampe servant de tremplin, dont l'extrémité haute surplombera le local et l'extrémité basse surplombera le lac.

Le local de 20 m² comprendra une zone de stockage du matériel, des vestiaires et un escalier permettant d'accéder à la rampe.

L'accès à la rampe sera possible par trois plateformes distinctes (expert, intermédiaire et débutant) afin que la prise de vitesse puisse être différente en fonction du niveau de l'athlète.

Un profil en coupe avec les dimensions de l'ouvrage est présenté ci-dessous.

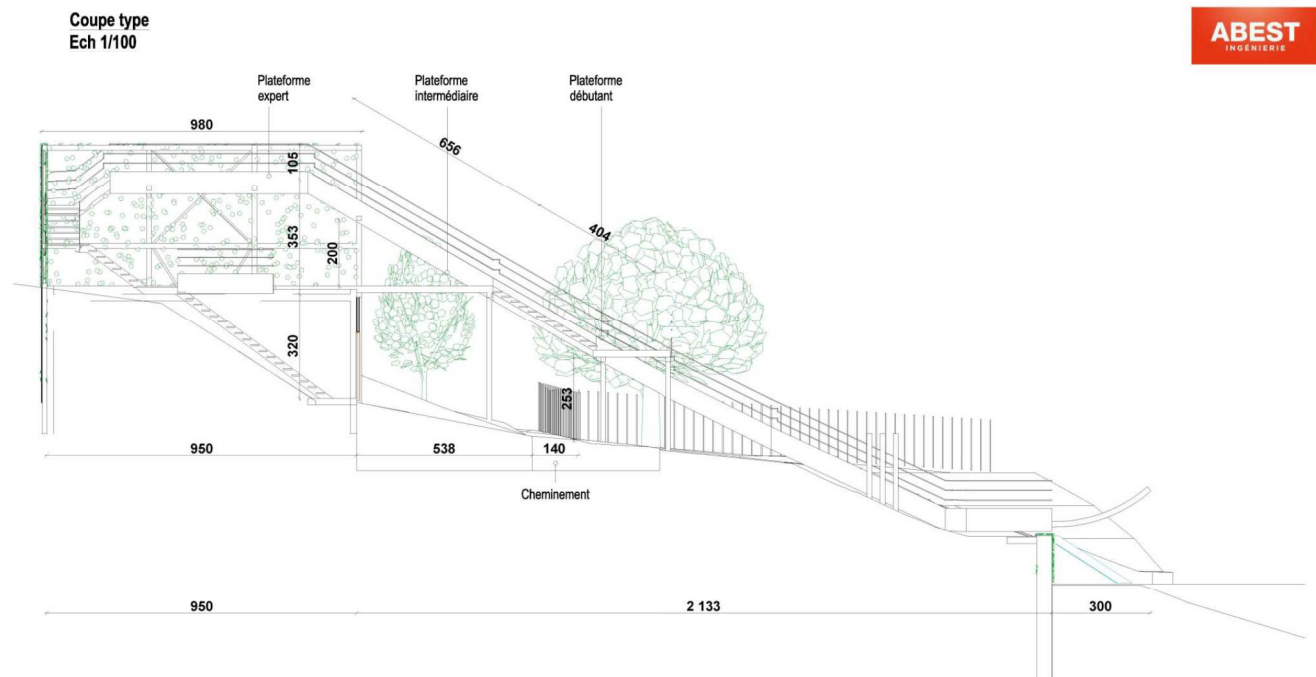


Figure 5 : Profil en coupe et dimensionnement de l'ouvrage.

3.2 Les travaux

Le projet, sera implanté sur des pelouses du parc et ne nécessitera pas l'abattage d'arbre.

Les terrassements

Les terrassements associés au projet seront minimales. Ils concerneront l'aplanissement de l'emprise du nouveau local d'une vingtaine de m² et le reprofilage localisé du talus suite au démantèlement de l'ancien local. Les volumes terrassés sont limités à quelques dizaines de m³.

➤ Le génie civil

La réalisation de l'ouvrage respectera les étapes suivantes :

- Ouverture des fouilles pour fondations
- Réalisation des fondations en béton armé
- Coffrage, ferrailage et coulage des bétons pour les murs et la toiture
- Réalisation de l'étanchéité
- Drainage périphérique
- Pose des réseaux secs
- Remblaiement
- Réalisation 2nd œuvre : intérieur bâtiment

➤ La re-végétalisation

Sur l'emprise des fondations du tremplin et du nouveau local, la terre végétale sera décapée. Cette terre végétale sera régalée sur le talus reprofilé à l'aplomb de l'ancien local technique.

Cette terre végétale seraensemencée avec un mélange de graines compatibles avec le milieu naturel et l'usage du site.

Des plantes retombantes seront plantées au sommet de la berge pour habiller ces dernières.

3.3 Mode de fonctionnement du site

➤ Utilisation et période d'exploitation

Le site sera utilisé selon les mêmes modalités qu'actuellement, à savoir en période diurne, uniquement par des associations de ski. Le tremplin ne sera pas ouvert au grand public.

Une période d'exploitation fixe n'est pas spécifiquement définie, cependant l'utilisation de l'ouvrage est prévue pendant la saison estivale, lorsque la température du lac est la plus chaude. Le tremplin sera utilisé quelques semaines par an lors de stages organisés par les associations de ski. Cependant, il n'est pas exclu qu'il puisse être utilisé ponctuellement à la journée ou sur un weekend.

➤ Accès

La zone du projet est aisément accessible depuis le parking du parc Dollfus, le long de l'avenue Anna de Noailles. Un cheminement piéton aménagé dans le parc permet l'accès au site.

➤ Cheminement sous l'ouvrage

Un sentier pédestre traversant le parc et longeant la rive du lac sera intersecté par le projet. L'infrastructure est conçue de manière à permettre le maintien du cheminement sous le tremplin, comme illustré sur les figures 3, 4 et 5.

Entretien du site

L'entretien du site demeurera inchangé. Il consiste à tondre les pelouses du parc à l'extérieur de la zone grillagée, vérifier régulièrement le bon état de l'ouvrage, particulièrement de la rampe et des barrières de sécurité.

En période d'exploitation, une sécurisation de la zone d'atterrissage dans le lac sera matérialisée. L'utilisation du tremplin se fera sous la surveillance et l'encadrement d'un moniteur, garantissant l'absence de toute personne dans la zone d'atterrissage.

3.4 Calendrier des travaux

Le planning envisagé est le suivant :

- Travaux de terrassements et démolitions : novembre 2024
- Réalisation du génie civil : novembre et décembre 2024
- Installation des structures métalliques : février et mars 2025
- Installation habillage, tapis glisse et finitions : fin mars et début avril 2025
- Travaux paysagers (clôture, engazonnement...) : mi-avril 2025

Les travaux s'étaleront sur l'automne 2024 et le printemps 2025.

4. Contexte réglementaire

Le projet est soumis a permis de construire au titre du Code de l'Urbanisme.

Le projet est soumis à demande d'examen au cas par cas, objet du présent dossier, pour la catégorie suivante :

- 44°c) Autres équipements sportifs ou de loisirs et aménagements associés.

Le projet est situé sur une zone soumise à la « loi Littoral ». Cependant cet aménagement est compatible avec la « loi Littoral » car le projet exige la proximité immédiate de l'eau.

5. État initial du milieu récepteur

5.1 Hydrologie – hydrogéologie

5.1.1 Cours d'eau

Il n'y a aucun cours d'eau identifié à proximité du projet.

5.1.2 Lac

Le projet est situé en bordure du lac Léman, sur sa rive sud.
L'extrémité du tremplin sera installée au-dessus du lac. La structure n'aura aucun ancrage dans le lac.

5.1.3 Captage AEP

Le projet est situé dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage AEP "La Léchère". L'eau est pompée dans le lac à 170 m du rivage.

L'arrêté préfectoral n°2013364-0023, joint en annexe 1 à la présente note, précise qu'il est nécessaire de faire connaître son projet à l'ARS avant réalisation.

La cartographie ci-dessous, fait apparaître la position du projet par rapport au périmètre de protection de captage.



Figure 6 : Périmètre de protection de captage à proximité du site – Source : données ARS

5.1.4 Zones humides

D'après l'inventaire des zones humides de Haute-Savoie, aucune zone humide n'est présente sur le site du projet ni dans sa proximité immédiate. En effet le projet est installé sur des pelouses d'un parc public.

5.2 Risques naturels

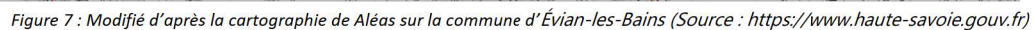
La commune d'Évian-les-Bains ne possède pas de Plan de Prévention des Risques Naturels, mais uniquement un dossier communal synthétique associé à une cartographie des aléas naturels.

Les risques naturels identifiés dans le dossier communal sur le territoire de la commune sont les suivants :

- Les glissements de terrain
- Les laves torrentielles
- Les inondations
- Les séismes

La cartographie des aléas naturels de la commune classe le secteur du projet en aléas faible. Cependant, cette même cartographie, reportée ci-dessous, ne met pas en évidence de risque à proximité immédiate du secteur du projet.

Par ailleurs, d'après les informations disponibles sur le site Géorisques, la zone du projet est concernée par une sismicité moyenne, un potentiel radon de catégorie 2 et une exposition faible au retrait gonflement des argiles.



5.3 Habitats naturels

Le projet se situe sur des pelouses de parc urbain régulièrement tondues, donc à enjeu faible.

La photo ci-dessous illustre la nature des terrains sur lesquels sera implanté le nouveau tremplin.



Figure 8 : Photo de la zone du projet le 17 mai 2023.

5.4 Faune, flore et végétation

Aucun inventaire n'a été réalisé sur la zone d'étude, et aucune donnée spécifique n'est disponible sur ce secteur.

Les pelouses du parc sont tondues régulièrement, la zone est fréquentée tout au long de l'année par les usagers du parc, en particulier pendant la période estivale où les baigneurs sont nombreux.

Les espèces végétales et animales susceptibles d'être présentes sur le site sont celles que l'on retrouve habituellement dans les pelouses de parcs publics.

5.5 Localisation du projet vis-à-vis de Natura 2000

La zone Natura 2000 la plus proche est la ZSC « Plateau Gavot », située à plus de 2,5 km au sud du site.

Le Pays de Gavot accueille 80 zones humides, dont 38 d'intérêt communautaire, de 1 à 25 ha, formant une mosaïque et occupant 10% du territoire. Les zones humides du Pays de Gavot regroupent la plupart des types de milieux humides existant dans les Alpes du Nord. De par leur diversité, elles développent une grande richesse en termes d'habitats et d'espèces (9 espèces protégées au plan national et 14 au plan régional).

Une carte présentant la situation du site vis-à-vis des zones Natura 2000 les plus proches est présentée ci-dessous.



Figure 9 : Localisation des zones Natura 2000 à proximité du site (@ Données DREAL AURA)

5.6 Agriculture

Le projet prend place dans un parc urbain à l'intérieur d'une agglomération et en bordure du lac Léman.

Il n'y a pas de terrain agricole sur le site ni a proximité immédiate.

5.7 Sylviculture

Le site n'est pas situé dans un environnement boisé.

5.8 Monuments historiques

Le projet est situé dans le périmètre de protection du monument historique "Villa de la Sapinière ". Le futur tremplin se situera à environ 320 m de ce monument historique.

La localisation du projet vis-à-vis de ce monument historique est représentée sur la carte ci-dessous.



Figure 10 : Localisation du projet vis-à-vis du monument historique « Villa de la Sapinière » - (@ Données DREAL AURA)

5.9 Compatibilité avec les documents d'urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Évian-les-Bains a été approuvé 23 octobre 2017.

Le projet se situe en zone Naturelle Littorale.

Le règlement de PLU précise que sont admis en zone NL les occupations et utilisations du sol suivante :

- Les constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau (port de plaisance, installations nautiques, etc.).
- Les aires de jeux et de sports ouvertes au public.
- La réhabilitation des constructions existantes, quelle que soit leur destination initiale.

En considérant que le futur tremplin est une réhabilitation du tremplin existant, le projet est compatible avec le règlement du PLU.

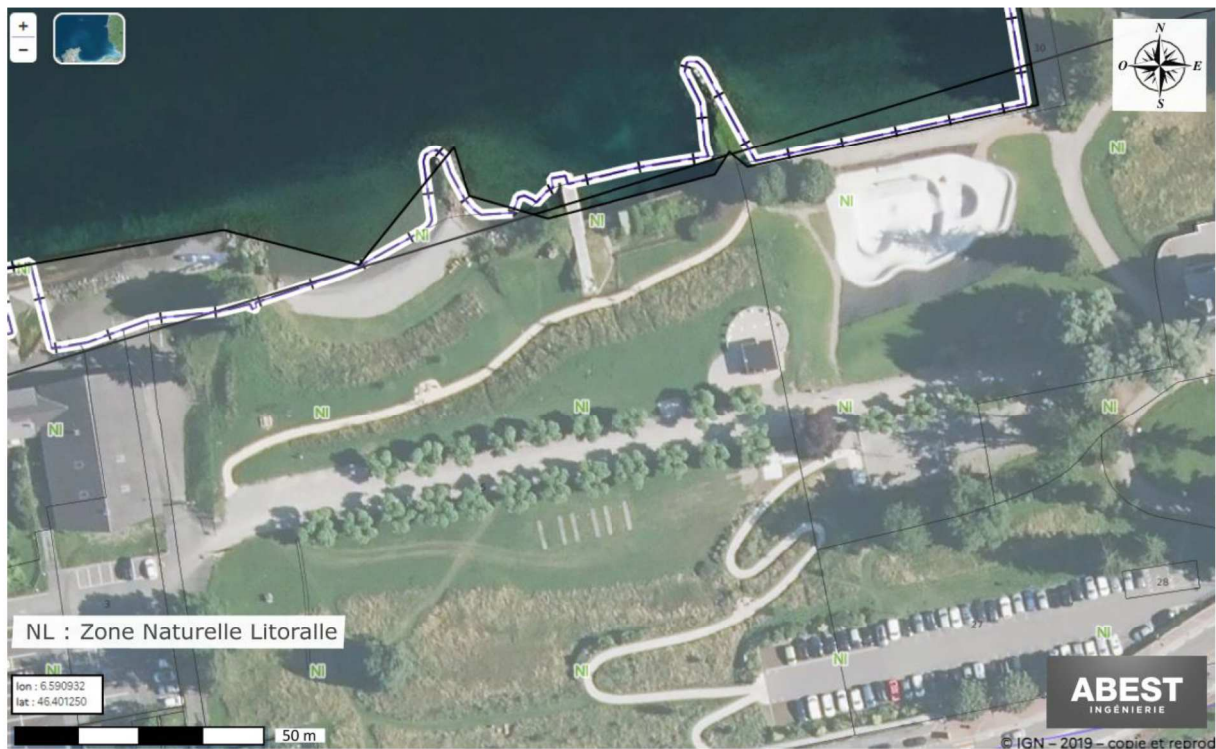


Figure 11 : Extrait du plan de zonage du PLU dans la zone du projet (Données Géoportail de l'Urbanisme)

6. Impacts potentiels du projet

6.1 Sur les cours d'eau

En l'absence de cours d'eau à proximité du site, l'impact du projet sur les cours d'eau est donc **nul**.

6.2 Sur les lacs

Le projet est situé en bordure du lac Léman. Bien que l'extrémité du tremplin surplombera le lac, aucune structure ne reposera dans le lac.

➤ Impacts temporaires

Lors de la construction de l'ouvrage, les engins de chantiers ne stationneront pas en bordure du lac afin d'éviter tout problème d'émission d'huile ou d'hydrocarbure dans le lac. De plus, les engins de chantier seront équipés de kit antipollution.

La structure du tremplin sera installée uniquement sur la terre et non en partie dans le lac, comme c'est le cas pour l'ouvrage existant.

Il n'y aura pas de stockage de cuve à hydrocarbure sur le site. Le ravitaillement des engins s'effectuera sur une aire prévue à cet effet et éloignée de la rive du lac.

L'impact temporaire du projet sur le Lac Léman est donc **faible**.

➤ Impacts permanents

En phase d'exploitation, la pratique du saut à ski dans le lac n'est pas susceptible de générer de pollution dans ce dernier.

L'impact permanent du projet sur le Lac Léman est donc **nul**.

6.3 Sur les captages d'eau potable

Le projet se situe dans l'emprise du périmètre de protection immédiat d'un captage AEP situé en profondeur dans le lac à 170 m de la rive.

➤ Impacts temporaires

Lors de la construction de l'ouvrage, les engins de chantier ne stationneront pas en bordure du lac. Une sensibilisation des équipes sera faite pour que les travaux ne génèrent aucun déversement d'aucune sorte dans le lac ni sur ses rives.

Les travaux ne généreront pas d'activité dans le lac.

L'impact temporaire du projet sur les captages d'eau potable sont donc **faible**.

➤ Impacts permanents

Lors de l'exploitation du site, aucun stockage de matériaux susceptible de dégrader la qualité des eaux du lac, et donc d'impacter le captage AEP, ne sera autorisé. L'activité de saut à ski en elle-même n'est pas susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau.

L'impact permanent du projet sur les captages d'eau potable est donc **nul**.

6.4 Sur les zones humides

Aucune zone humide n'est présente dans le périmètre du projet ni à proximité immédiate.

L'impact du projet sur les zones humides est donc **nul**.

6.5 Sur les risques naturels

Le projet est situé en dehors des phénomènes d'aléas naturels recensés sur la carte communale des aléas.

Le futur tremplin, tout comme le tremplin existant, n'est pas de nature à favoriser quelque risque naturel que ce soit.

L'impact du projet sur les risques naturels est donc **nul**.

6.6 Sur les habitats naturels

Le projet est localisé dans un parc urbain, sur une zone recouverte de pelouse faisant l'objet de tonte régulière. Les habitats naturels en présence semblent de faible enjeu sur le site.

L'impact du projet sur les habitats naturels est **faible**.

6.7 Sur la faune et la flore

La faune susceptible d'être présente dans le parc Dollfus est celle des parcs urbains. C'est une faune qui s'est adaptée à la forte fréquentation du site. Les pelouses tondues et piétinées régulièrement ne sont que peu susceptibles d'abriter des espèces de flore protégées.

Le démantèlement de l'ancien tremplin et la réalisation du nouveau tremplin sont susceptibles de générer des nuisances sonores d'une intensité comparable à celles que l'on retrouve habituellement dans le parc lorsqu'il est particulièrement fréquenté.

En phase d'exploitation, il n'y aura pas de nuisance supplémentaire par rapport à la situation actuelle avec le tremplin existant.

L'impact temporaire comme permanent du projet sur la faune et la flore est donc **faible**.

6.8 Sur les zones Natura 2000

En considérant la nature de l'aménagement, la faible sensibilité de la zone d'étude, la distance de plus de 2.5 km entre le projet et la zone Natura 2000 la plus proche, la différence entre les milieux en présence et ceux caractéristiques du site Natura 2000, l'impact du projet sur les zones Natura 2000 est donc **nul**.

6.9 Sur l'agriculture et le pastoralisme

En l'absence d'activité agricole et de pastoralisme sur la zone d'étude, l'impact du projet sur ces derniers est donc **nul**.

6.10 Sur la sylviculture

En l'absence de boisement sur la zone d'étude, l'impact du projet sur la sylviculture est donc **nul**.

6.11 Sur le paysage

Le projet sera conçu de manière à être intégré le plus possible au paysage environnant. L'aspect architectural du tremplin est donc réfléchi à cet effet.

La conception de l'ouvrage fait l'objet d'échanges avec l'Architecte des Bâtiments de France, les services de la DDT et leur architecte paysager conseil.

À ce jour, deux propositions d'habillage (bois ou métallique) sont encore à l'étude.

Si la proposition avec l'habillage métallique est retenue, des panneaux seront installés sur celle-ci, et des plantes grimpantes pourront s'y développer.

Si la proposition avec l'habillage en bois est retenue, des poteaux parallèles en bois serviront d'habillage.

Ces deux propositions sont modélisées en figures 3 et 4 de la présente note.

La couleur du revêtement du tremplin sera verte pour se raccorder à la couleur de la pelouse. Par ailleurs, les palplanches présentes sur les berges du lac seront recouvertes de plantes retombantes pour donner un caractère naturel aux berges.

Le nouveau tremplin aura donc un impact paysager moindre que l'ouvrage existant qui sera démantelé.

Avec ces mesures l'impact du projet sur le paysage est **faible**.

6.12 Sur les monuments historiques

Le projet est situé dans le périmètre de protection du monument historique "Villa de la Sapinière". Le futur tremplin se situera à environ 320 mètres de ce monument historique.

Il n'existe aucune co-visibilité entre le monument historique et la zone du tremplin. Cependant, le projet a été établi en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France afin que ce dernier s'intègre le plus possible dans le paysage.

L'impact du projet sur les monuments historiques est donc **faible**.

7. Mesures ERC

7.1 Mesures d'évitement

➤ Adaptation du projet

Le projet a été adapté pour minimiser les impacts sur la berge et le fond du lac Léman. En effet, la structure du tremplin a été conçue de manière à ne pas modifier le profil de la berge ni nécessiter de soutènement dans le lac. Cette adaptation a également considérablement réduit le risque de dégradation de la qualité des eaux, lors de la réalisation de l'ouvrage, au niveau du captage AEP.

7.2 Mesures de réduction

➤ Revégétalisation

Après les travaux, une remise en état du site sera réalisée. La terre végétale décapée sur l'emprise du nouveau local sera régalée à l'aplomb de l'ancien local. Un ensemencement sera réalisée sur cette emprise avec des encenses adaptées aux milieux naturels.

➤ Intégration paysagère du site

L'aspect architectural de l'ouvrage est réfléchi en concertation avec l'ABF et l'architecte conseil de la DDT afin de s'intégrer le plus possible au paysage environnant. Les berges seront végétalisées.

➤ Prévention de la pollution en phase travaux

Les engins circulant sur le chantier seront munis de kits anti-pollution afin de remédier à toute fuite accidentelle lors des travaux.

La zone de stationnement des engins, sur laquelle ceux-ci resteront la nuit et les week-ends, sera définie dans un secteur éloigné du lac. Il n'y aura pas de stockage d'hydrocarbure sur le site.

➤ Cahier des Clauses Environnementales (CCE)

Le projet sera encadré par un Cahier des Clauses Environnementales (CCE), document contractuel où chaque entreprise concernée par le projet s'engage au respect des prescriptions qui sont fixées dans ce document. Dans ce dernier est fixée une amende financière qui est appliquée en cas de non-respect des prescriptions.

Le CCE reprend l'ensemble des enjeux qui concernent le site du projet et impose des préconisations qui sont à respecter : stationnement, entretien du matériel, spécificités du site, etc.

C'est donc un document de premier ordre pour intégrer les enjeux environnementaux du projet en phase chantier.

Le CCE reprend l'ensemble des mesures de réductions des impacts évoquées dans le présent document et assure leurs réalisations pendant le chantier.

Le document a pour vocation première d'informer les personnes travaillant sur le chantier des enjeux environnementaux et de les obliger à les respecter sous peine d'amende.

ANNEXE 1 : Arrêté préfectoral du 30/12/2013 de déclaration
d'utilité publique du captage AEP.



Préfecture de la Haute-Savoie

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
Délégation Départementale
de la Haute-Savoie
Service Environnement Santé

Annecy, le 30 décembre 2013

LE PRÉFET de la HAUTE-SAVOIE

DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE Arrêté n° 2013364-0023

Objet : Autorisation d'utilisation de l'eau du pompage au lac Léman de « La Léchère » pour la consommation humaine et instauration des périmètres de protection de ce point d'eau, situés sur les communes d'EVIAN LES BAINS et PUBLIER (*périmètre éloigné*)

Maître d'ouvrage : Commune d'EVIAN LES BAINS

VU le Code de l'Environnement, notamment l'article L211-1 relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, les articles L214-1 à L214-6 relatifs aux régimes d'autorisation ou de déclaration et l'article L215-13 relatif à la dérivation des eaux non domaniales ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L1321-3 relatifs aux eaux potables et L1324-3 et L1324-4 relatifs aux dispositions pénales ; dans sa partie réglementaire, notamment les articles R 1321-1, 6, 7, 8, 10, 13 et 38 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-3 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 88-221 du 24 mars 1988, autorisant la commune d'EVIAN LES BAINS à dériver les volumes captés de la Prise d'Eau au Lac, sur la base d'un débit instantané de 400 m3/heure et journalier de 8 000 m3/jour ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié, portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation, en application des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0., 1.2.2.0 et 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 juillet 2012, portant nomination de M. Georges François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret n° 2010-338 du 31 mars 2010, relatif aux modalités de coopération entre les représentants de l'État dans le département et l'Agence Régionale de Santé ;

VU La délibération en date du 29/10/2012 par laquelle le Conseil Municipal :

- demande qu'il soit procédé à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de ce projet et de la dérivation des eaux, ainsi qu'à l'enquête parcellaire conjointe ;
- s'engage à suivre la qualité des eaux ;
- s'engage à indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation et à créer les ressources nécessaires à la réalisation de l'opération ainsi qu'à l'entretien et à la surveillance des ouvrages et des périmètres ;

VU les plans et états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des points d'eau annexés au présent arrêté ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur le territoire de la commune d'EVIAN LES BAINS, conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013021-0012 en date du 21/01/2013, en vue notamment de la déclaration d'utilité publique du projet et de l'instauration des périmètres de protection des points d'eau précités ;

VU les pièces constatant :

- 1) que l'avis d'enquête a été publié, affiché et inséré dans deux journaux locaux diffusés dans le département,
- 2) que le dossier de l'enquête est resté déposé pendant 26 jours consécutifs, du 4 au 29 mars 2013 inclus en Mairie d'EVIAN LES BAINS ;

VU les registres d'enquête et l'avis favorable du commissaire enquêteur, en date du 24/04/2013 ;

VU l'avis favorable de Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de THONON les BAINS, en date du 14/05/2013 ;

VU le rapport de M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en date du 11/07/2013 sur les résultats de l'enquête ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 19 décembre 2013, donnant un avis favorable aux demandes d'utilisation de l'eau à des fins alimentaires et d'instauration des périmètres de protection du pompage au lac Léman de « La Léchère » ;

CONSIDÉRANT que le pompage au lac Léman de « La Léchère », situé sur la commune d'EVIAN LES BAINS et la mise en place des périmètres de protection du point d'eau précité situés sur les communes d'EVIAN LES BAINS et PUBLIER (*périmètre éloigné*), permettront à la commune d'EVIAN LES BAINS, de disposer de ressources en eau potable de bonne qualité distribuée dans son réseau ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1 : Sont déclarés d'utilité publique le pompage au lac Léman de « La Léchère », situé sur la commune d'EVIAN LES BAINS et la mise en place des périmètres de protection du point d'eau précité, situés sur les communes d'EVIAN LES BAINS et PUBLIER (*périmètre éloigné*), utilisés en vue de l'alimentation en eau potable de la commune d'EVIAN LES BAINS.

Article 2 : La commune d'EVIAN LES BAINS est autorisée à utiliser l'eau prélevée dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral n° 88-221 du 24 mars 1988, en vue de la consommation humaine.

Les eaux brutes du pompage de La Léchère devront satisfaire aux exigences de qualité relatives aux eaux douces superficielles utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine définies à l'annexe III de l'arrêté du 11 janvier 2007 pour le groupe A2.

Compte tenu de la qualité des eaux brutes prélevées définies par les analyses et études figurant au dossier d'enquête, la filière de traitement des eaux captées comportera les étapes suivantes :

- Préchloration à la demande
- Filtration sur sable,
- Ozonation,
- Filtration sur charbon actif en grains,
- Désinfection finale au chlore gazeux.

pour un débit de traitement instantané de 400 m³/h extensible à 600m³/h.

Tout projet de mise en place d'un traitement de l'eau ou de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés devra faire l'objet d'une déclaration auprès de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, Délégation Départementale de la Haute-Savoie.

Tout dépassement des normes pourra impliquer une révision ou suspension de la présente autorisation d'utilisation de l'eau en application du code de la santé publique.

Article 3 : Il est établi autour du point d'eau, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, en application des dispositions des articles L1321-2 et 1321-3 du Code de la Santé Publique, ces périmètres s'étendant conformément aux indications des plans et états parcellaires annexés au présent arrêté sur le territoire des communes d'EVIAN LES BAINS et de PUBLIER (*périmètre éloigné*).

Article 4 : A l'intérieur des périmètres de protection, les zones de pompage devront être aménagées et les activités interdites ou réglementées comme suit :

La prise d'eau s'effectue à 170 mètres du rivage et à 40 mètres de profondeur. La crépine est située à 5 mètres au-dessus du fond du lac.

Compte tenu de la position de la crépine, tant en profondeur qu'en distance par rapport à la rive, il n'est pas nécessaire de protéger l'ouvrage par un périmètre de protection immédiate.

Côté terre, la station de pompage et les terrains attenants sont propriété de la ville d'EVIAN LES BAINS. Le site devra être clôturé et les ouvrages propres et en bon état.

I - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE :

Côté lac, il s'étendra sur 100 mètres de part et d'autre de la conduite et de la crépine et côté terre, du ruisseau de la Détanche à celui de la Léchère, remontant en l'englobant le CD 1005.

Afin de limiter le développement d'installations et d'activités potentiellement polluantes pour la ressource en eau, sont interdits :

Côté lac :

- Le mouillage des bateaux en pleines eaux,
- Les concentrations de bateaux à moteur,
- Les rejets au lac : vidange de bateaux, déversement d'eaux usées, d'hydrocarbures, d'ordures, de déchets divers.

Côté terre :

- Les épandages, infiltrations ou rejets d'eaux usées, même par temps de pluie,
- L'aménagement de nouveaux ports et embarcadères ; le petit port existant à la date de l'arrêté pourra être conservé en l'état, sans extension ;
- Les installations classées présentant un risque de pollution des eaux superficielles,
- Les dépôts ou rejets de produits polluants,
- Les cimetières.

II - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE :

Déclaré zone sensible à la pollution, il devra faire l'objet de soins attentifs de la part des communes d'EVIAN LES BAINS et PUBLIER et de l'application scrupuleuse de la réglementation sanitaire en vigueur.

A l'intérieur de cette zone, les dépôts, stockages, rejets, épandages, prélèvements, excavations seront soumis à autorisation des administrations compétentes. L'absence de risque de dégradation de la qualité des eaux souterraines devra être clairement démontrée. Les différents schémas d'aménagement devront prendre en compte le caractère sensible de la zone et en particulier les rejets dans les ruisseaux.

III - TRAVAUX DE PROTECTION

Les travaux suivants sont demandés :

- Contrôle visuel tous les cinq ans de l'état et de la stabilité de la crépine, ainsi que de l'intégrité de la colonne d'exhaure,
- Mise en conformité des stockages d'hydrocarbures et autres produits toxiques, y compris les cuves à fuel domestiques,
- Contrôle régulier des réseaux d'assainissement,
- Contrôle de branchement des installations sur le collecteur public d'eaux usées,
- Vidange régulière des séparateurs à hydrocarbure.

Article 5 : Les limites du périmètre de protection rapprochée côté lac seront signalées sur la berge par des panneaux, posés à la diligence et aux frais de la commune.

Article 6 : Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; leur qualité, ainsi que le procédé de traitement, son installation et son fonctionnement sont placés sous le contrôle de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, Délégation Départementale de la Haute-Savoie.

Article 7 : Pour les travaux de mise en conformité et les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 3, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'instauration desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 4.

Leur mise en conformité avec la réglementation générale en vigueur se fera à la charge du maître d'ouvrage ou de l'exploitant. Les éventuels travaux supplémentaires spécifiques à la protection des points d'eau seront réalisés aux frais de la commune si la réglementation générale est déjà respectée.

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, Délégation Départementale de la Haute-Savoie.

Il en sera de même en cas de projet d'aménagement important susceptible d'avoir une incidence sur la qualité et la quantité des eaux captées.

Si une enquête hydrogéologique est prescrite par l'Administration, elle sera réalisée aux frais du pétitionnaire par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Article 8 : En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situés à l'intérieur des périmètres de protection à l'origine de cette pollution doit en avertir immédiatement Monsieur le Maire de la commune concernée et Monsieur le Maire d'EVIAN LES BAINS.

Article 9 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L 1324-3 et 1324-4 du Code de la Santé Publique.

Article 10 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge de Monsieur le Maire de la Commune d'EVIAN LES BAINS :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement du périmètre de protection rapprochée et l'instauration des servitudes,
- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture,
- affiché en Mairie d'EVIAN LES BAINS.

Les servitudes afférentes au périmètre de protection rapprochée devront être annexées au plan local d'urbanisme, dans un délai de trois mois, dans les conditions définies aux articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-3 du Code de l'Urbanisme.

De même, les concessions ou locations consenties par la commune sur les périmètres concernés comprendront la transcription des servitudes prévues.

Article 11 : Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions, d'emprunts et de fonds propres de la commune d'EVIAN LES BAINS.

Article 12 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes concernées ou de sa publication au Recueil des Actes Administratifs pour les autres personnes.

Article 13 : Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de THONON LES BAINS, Monsieur le Maire de la commune d'EVIAN LES BAINS, Monsieur le Délégué Départemental de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

Monsieur le Maire de PUBLIER, Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau et Monsieur le Directeur de l'Office National des Forêts, pour information.

Le préfet,

La directrice de cabinet,
chargée de la suppléance
du secrétaire général



Anne Coste de Champeron

Pompage de la Léchère

----- Périmètre de protection rapprochée - Surface : 13 ha 88 a 15 ca

----- Périmètre de protection éloignée

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE
COMMUNE DE EVIAN LES BAINS

ALIMENTATION
EN
EAU POTABLE

PERIMETRES DE PROTECTION

PLAN PARCELLAIRE

Station de pompage de la Léchère
Située sur la commune d'EVIAN

Echelle 1/ 1500



CS 4028 - 105 AVENUE DE GENÈVE
74014 ANNÉCY CEDEX 105 (VALE D'AUD)

PRECE
31
20100902

